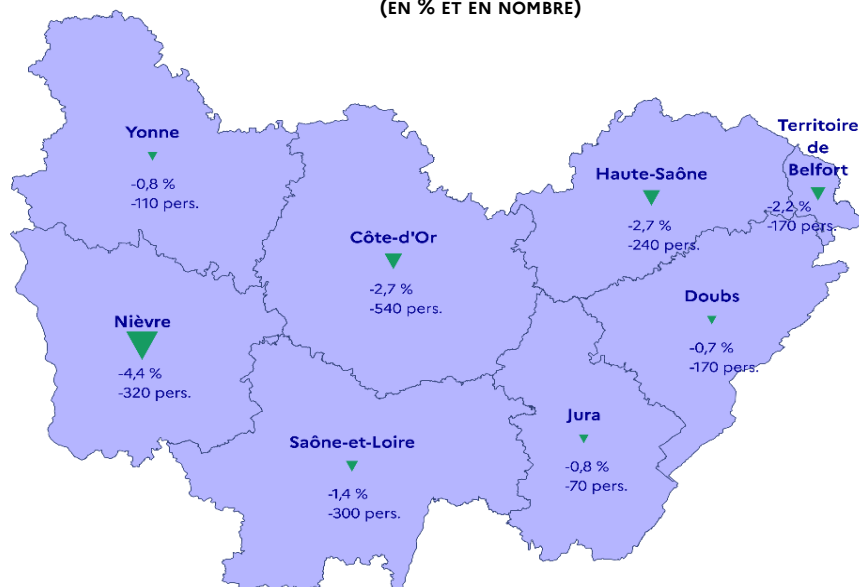


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2026
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,0 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **110 830** (-1,7 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **95 060** (+0,6 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **205 900** (-0,6 % sur un trim.)
 Cat. A,B,C,D,E : **231 690** (-0,4 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **19 086**
 Cat. G : **16 316**

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

7,1 % au 4^{ème} trimestre 2025
 + **0,2 pt** par rapport au 3^{ème} Trim. 2025
 (France métropolitaine : 7,7 % ; + 0,2 pt)

EMPLOI SALARIÉ

988 870 au 4^{ème} trimestre 2025
 - **0,1 %** par rapport au 3^{ème} Trim. 2025

RECOURS À L'INTÉRIM

32 080 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2025
 - **0,5 %** par rapport au 3^{ème} Trim. 2025

Au quatrième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) se replie légèrement dans la région (-0,1 %), soit 1 140 emplois en moins par rapport au 3^{ème} trimestre. Au niveau national, l'emploi reste quasi-stable depuis 2024. Les effectifs du secteur privé se maintiennent (-0,1 %), tandis que l'emploi public diminue un peu plus nettement (-0,2 %). Hors intérim, plusieurs activités contribuent à limiter le recul global de l'emploi. L'agriculture (+5 %), l'hébergement-restauration (+0,3 %), les services aux entreprises (+0,1 %) et aux ménages (+0,1 %), renouent avec des créations d'emplois. À l'inverse, le commerce (-0,5 %) et les services non marchands (-0,3 %) repartent à la baisse, tandis que l'industrie (-0,3 %) et la construction (-0,4 %) poursuivent leur recul, confirmant une tendance installée depuis plusieurs trimestres. Le recours à l'activité partielle augmente nettement : les heures consommées ont doublé par rapport au 3^{ème} trimestre, surtout dans l'industrie. La demande d'intérim apparaît globalement stable : léger redémarrage dans plusieurs activités mais un recul marqué dans les services. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA est supérieur de 1,5 % à son niveau de l'an passé (+ 900 foyers).

Au premier trimestre 2026

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle augmente par rapport au 4^{ème} trimestre 2025, ce qui traduit une anticipation de difficultés par les employeurs. Les défaillances d'entreprises dépassent leur niveau du 1^{er} trimestre 2025, et le nombre d'emplois menacés progresse. À l'inverse, les créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs) repartent à la hausse après deux trimestres de baisses. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue de 1,7 % sur le trimestre, une baisse plus marquée qu'au niveau national (-1 %). Cette évolution s'inscrit dans une tendance générale à la baisse, même si elle est en partie amplifiée par un effet administratif lié à la mise à jour des fichiers. Le nombre d'inscrits déclarant une activité réduite est en hausse, ce qui traduit une augmentation des situations d'emploi partiel ou de contrats de courte durée.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

1^{er} Trimestre 2026

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T1 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	110 830	-1,7	-4,3
Catégories B, C	95 060	+0,6	+2,6
Catégories A, B, C	205 900	-0,6	-1,2
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	166 880	-1,4	-1,4
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	3 088 200	-1,0	-2,5
Catégories B, C	2 363 100	+0,9	+4,3
Catégories A, B, C	5 451 300	-0,2	+0,3
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours*	4 609 000	-1,0	+0,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

* données France entière

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T1 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 590	+1,5	-4,7
Catégorie E	13 200	+1,9	+3,7
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	19 086	/	/
Catégorie G	16 316	/	/
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	328 100	-1,0	-2,8
Catégorie E	371 400	+0,1	-3,7
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	372 600	/	/
Catégorie G	569 900	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

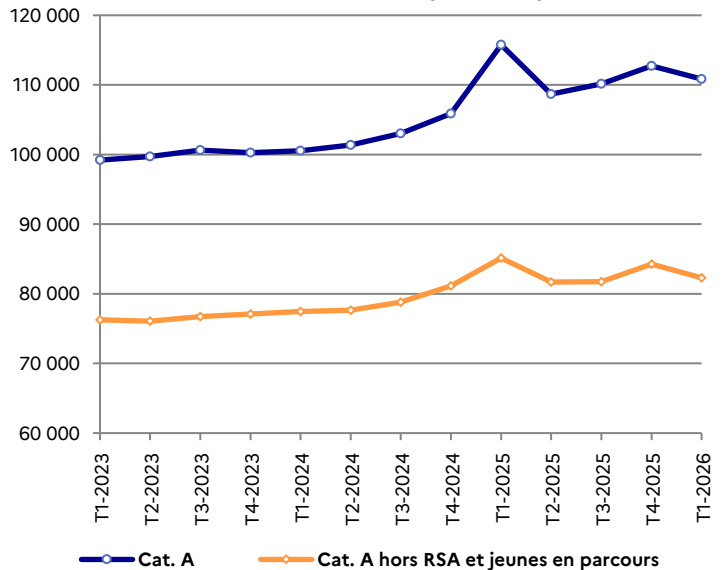
Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	BFC			France	
	T1 2026	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégorie A		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	58 560	-1,4	-3,8	-0,7	-2,0
< 25 ans	9 960	-5,2	-14,0	-3,3	-11,2
25 - 49 ans	32 810	-0,6	-1,3	0,0	+0,8
50 ans ou plus	15 780	-0,8	-1,9	-0,6	-1,5
Femmes	52 280	-2,0	-4,7	-1,2	-3,0
< 25 ans	8 450	-3,9	-14,5	-2,9	-9,9
25 - 49 ans	29 590	-1,5	-2,6	-0,9	-1,2
50 ans ou plus	14 240	-1,9	-2,5	-1,1	-2,6
Total	110 830	-1,7	-4,3	-1,0	-2,5
< 25 ans	18 410	-4,6	-14,2	-3,1	-10,6
25 - 49 ans	62 410	-1,0	-1,9	-0,4	-0,2
50 ans ou plus	30 020	-1,3	-2,2	-0,8	-2,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en Cat. A : ensemble et hors bénéficiaires du RSA et jeunes en parcours



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2026	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	102 390	-0,6	-0,9	-0,1	+0,8
< 25 ans	16 160	-2,0	-5,8	-1,3	-4,4
25 - 49 ans	59 670	-0,1	+0,3	+0,3	+2,4
50 ans et plus	26 560	-0,7	-0,7	-0,2	+0,7
Femmes	103 510	-0,7	-1,5	-0,3	-0,2
< 25 ans	14 310	-1,4	-5,9	-0,8	-3,2
25 - 49 ans	59 480	-0,5	-0,9	-0,1	+0,8
50 ans et plus	29 720	-0,8	-0,6	-0,5	-0,6
Total	205 900	-0,6	-1,2	-0,2	+0,3
< 25 ans	30 470	-1,7	-5,8	-1,1	-3,8
25 - 49 ans	119 150	-0,3	-0,3	+0,1	+1,5
50 ans et plus	56 280	-0,8	-0,6	-0,3	0,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2026	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	109 980	-2,6	-8,4	-2,2	-6,3
DELD :					
1 à 2 ans	45 190	+3,0	+13,8	+4,0	+15,9
2 à 3 ans	19 590	+1,5	+6,4	+0,5	+4,3
3 ans et plus	31 140	+0,1	+2,9	+1,0	+4,6
Total DELD	95 920	+1,7	+8,5	+2,3	+9,6
Part des DELD	46,6%	+1,1 pt	+4,2 pt	+1,1 pt	+3,9 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2026	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	2 890	+2,5	-10,5	+1,4	-9,5
Fin de mission d'intérim	1 210	+6,1	-13,6	+7,2	-11,6
Démission	1 010	+7,4	-7,3	+5,4	-7,1
Rupture conventionnelle	1 130	-0,9	-10,3	+2,6	-10,3
Licenc. économique	400	-2,4	-7,0	+4,3	+4,3
Autre licenciement	1 230	+5,1	-3,1	+6,4	+3,4
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	560	-20,0	-26,3	-22,2	-27,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	2 770	-12,1	-12,6	-0,5	-4,6
Réinscription rapide ⁽³⁾	2 720	+7,9	-13,7	+9,4	-14,2
Autres motifs ⁽⁴⁾	17 200	+26,3	+310,5	+32,4	+329,3
Motif indéterminé	2 050	-13,9	+34,9	-14,8	+45,0
Total	33 160	+10,6	+54,4	+14,5	+61,2

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T1 2026	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	2 540	-1,6	+14,4	+0,5	+4,2
Entrée en stage ou formation	2 060	+30,4	-3,3	+3,5	-9,2
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	2 350	+16,9	+23,0	+6,4	+12,4
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	22 790	+10,4	+149,3	+17,1	+171,4
Radiation administrative	60	-25,0	-96,1	+18,2	-93,9
Autre cas ⁽³⁾	3 450	+14,2	+49,4	+21,7	+51,6
Total	33 240	+11,1	+72,8	+14,5	+78,4

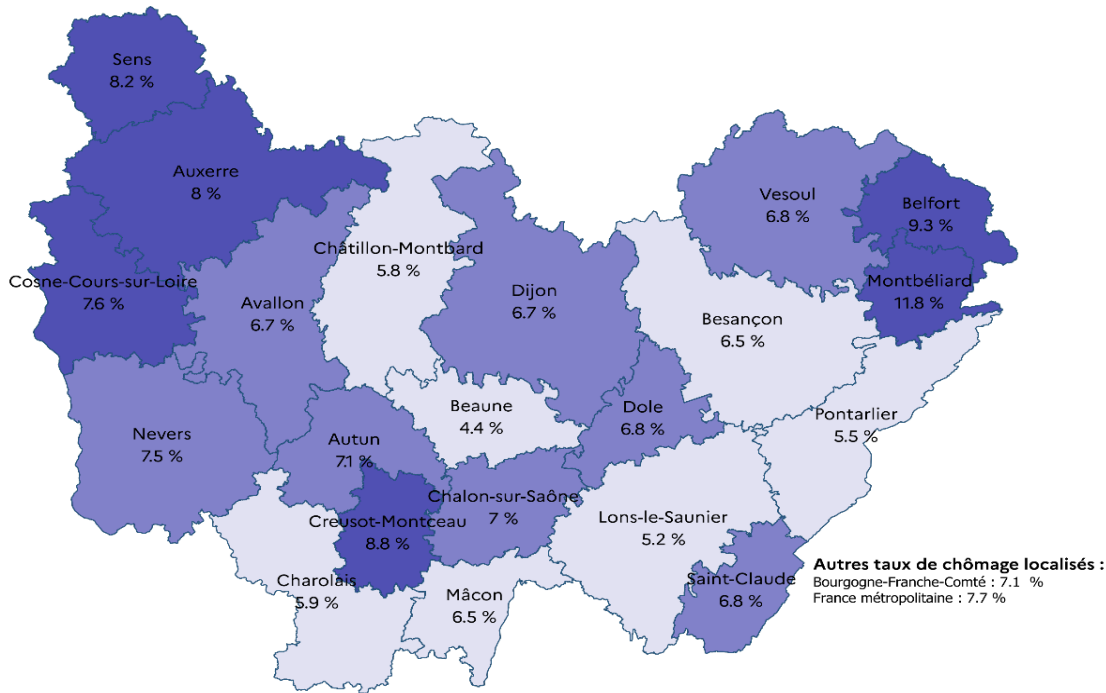
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2025



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T1 2026	Cumul 2026	Var.(%)/cumul 25	Var.(%)/cumul 2025
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	3 444	3 444	+35,8	+20,5
dt résidents QPV	487	487	+27,8	n.d.
CEJ*	3 104	3 104	-2,3	-2,3
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	68	68	-79,3	-78,7
jeunes	24	24	-76,5	-87,1
seniors	24	24	-78,4	-78,7
bénéficiaires RSA	20	20	-75,0	-67,3
DELD	30	30	-81,7	-75,5
TH	22	22	-72,2	-86,5
résidents QPV	9	9	-79,5	-74,3
résidents ZRR	31	31	-75,4	-71,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T 2025)				
- secteur public	135	857	-8,8	-8,5
- secteur privé	4 434	28 801	-2,5	-4,8

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

* Données arrêtées à la semaine 13

s : secret statistique

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T1 2026	Var.(%)/T1 2025	Var.(%)/T1 2025
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	340	-73,0	-55,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	11 612	+43,5	+39,5
CEJ*	4 326	-2,9	n.d.
IAE (au 3T 2025)	8 035	-3,3	-4,2
dont ACI	3 183	-3,4	-2,6
dont AI	2 767	-3,8	-9,1
dont EI	1 075	-3,2	-1,9
dont ETTI	1 010	-1,8	-1,4

nd : non disponible

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : ASP ; traitement Dares, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : ASP ; traitement Dares, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T3 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
IAE	1 980	6 517	-8,1	-7,1
dont ACI	613	2 318	-2,5	-7,6
dont AI	610	2 042	-13,1	-10,2
dont EI	269	864	-3,4	-3,6
dont ETTI	488	1 293	-12,2	-4,1

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023](#)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T1 2026	Evol./T1 2025 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	9 708	+17,7
dont :		
Entreprises individuelles	981	-8,5
Micro-entrepreneurs	6 731	+23,4
Sociétés	1 996	+16,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 977	+6,6
dont :		
Industrie	344	-19,4
Construction	198	-16,1
Commerce	609	+14,3
Services	1 826	+14,4
Total des créations sur 12 mois glissés	11 826	+4,5

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

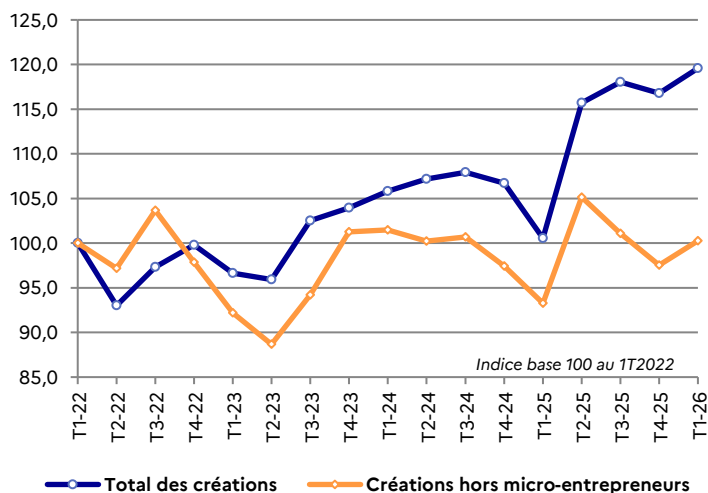
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —○— Créations hors micro-entrepreneurs

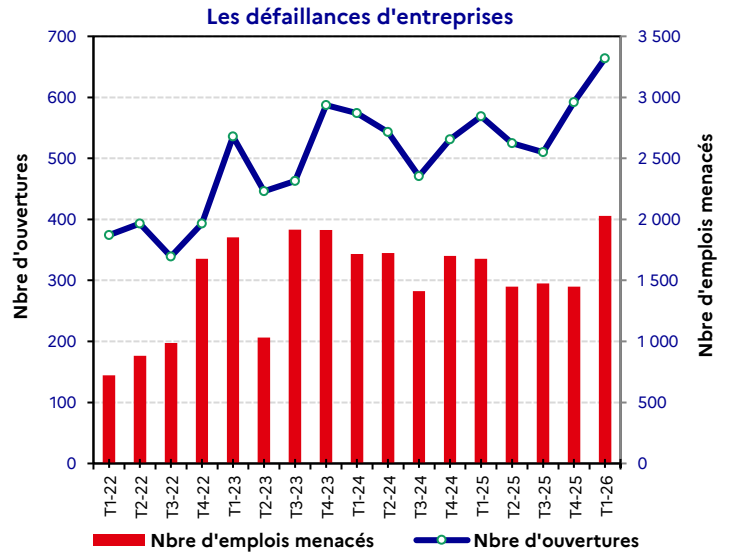
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T1 2026	Evol./T1 2025
(en %)		
Nombre d'ouvertures de procédures	664	+16,7
dont :		
Sauvegardes	22	+29,4
Redressements judiciaires	234	+26,5
Liquidations judiciaires directes	408	+11,2
dont :		
PME de 50 sal. et plus	7	+75,0
Nombre d'emplois menacés	2 028	+20,9
dont :		
Agriculture	29	-29,3
Industrie	485	-23,1
Construction	521	+119,8
Commerce	247	+14,9
Services	746	+34,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	2 291	+8,4

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



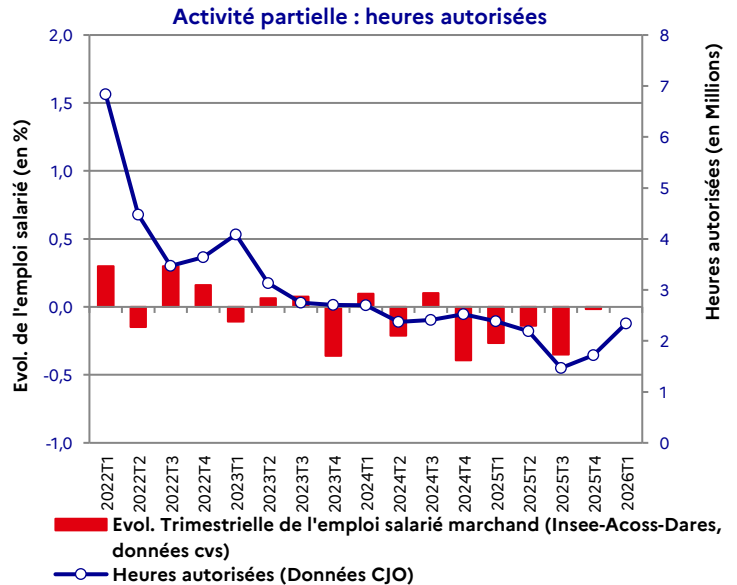
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T4 2025	T1 2026
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	367	443
Volume d'heures autorisées	1 716 554	2 338 251
dont :		
Agriculture	1 159	8 257
Industrie	1 495 734	2 037 082
Construction	10 775	17 303
Commerce	14 551	14 862
Services	194 335	260 747
Etablissements autorisés	288	332
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	76	83
Nombre de salariés concernés**	11 805	14 420
Total heures autorisées 12 mois glissés	7 760 081	7 716 187

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



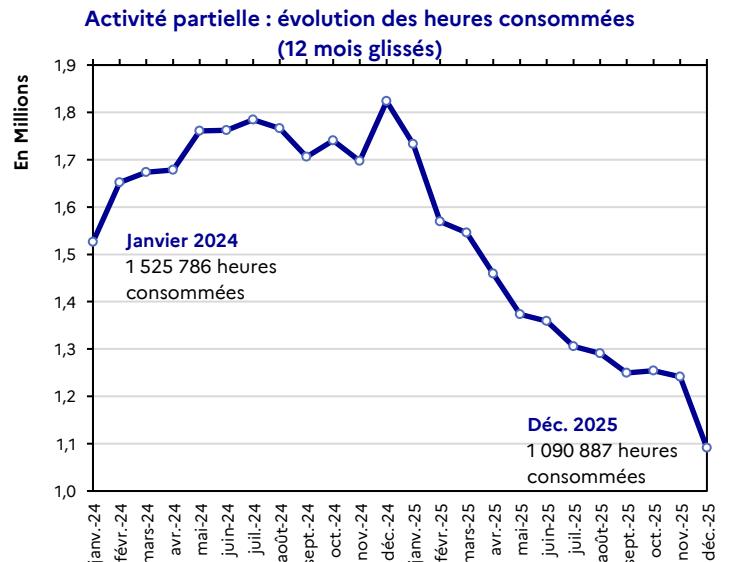
Heures consommées	BFC	
	T3 2025	T4 2025
Nombre d'heures consommées*	119 018	307 173
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	95 213	259 219
Construction	4 794	1 576
Commerce	2 476	5 016
Services	16 536	41 361
Etabs ayant consommé des heures	165	219
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	32	49
Nombre de salariés concernés**	1 462	3 579
Total heures consommées 12 mois glissés	1 249 313	1 090 887

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution		Evolution		Nombre de salariés	Evolution		Evolution	
		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	20 960	+1 000	+5,0	+610	+3,0	21 090	+1 010	+5,0	+600	+2,9
Industrie	165 870	-490	-0,3	-1 560	-0,9	182 060	-290	-0,2	-1 380	-0,8
Industrie agro-alimentaire	28 630	+80	+0,3	+470	+1,7	31 200	+90	+0,3	+170	+0,6
Industries extractives, énergie, eau, déchets	12 120	+30	+0,2	+80	+0,6	12 720	+50	+0,4	+80	+0,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 630	-70	-0,3	-130	-0,6	25 010	-60	-0,2	+180	+0,7
Matériels de transport	19 440	-160	-0,8	-630	-3,2	22 270	-280	-1,3	-600	-2,6
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	83 040	-370	-0,4	-1 340	-1,6	90 860	-100	-0,1	-1 210	-1,3
Construction	52 590	-190	-0,4	-660	-1,2	56 540	-30	-0,0	-830	-1,5
Commerce ; réparation auto.	124 730	-620	-0,5	-1 260	-1,0	127 230	-530	-0,4	-1 330	-1,0
Services marchands	241 330	+140	+0,1	-1 150	-0,5	248 890	-220	-0,1	-1 890	-0,8
Transports et entreposage	49 680	-60	-0,1	-520	-1,0	52 690	-260	-0,5	-520	-1,0
Hébergement et restauration	37 460	+110	+0,3	+300	+0,8	37 780	+120	+0,3	+310	+0,8
Information et communication	8 790	-20	-0,3	-380	-4,2	8 870	-10	-0,1	-380	-4,1
Services financiers	21 320	-30	-0,1	-40	-0,2	21 400	-40	-0,2	-80	-0,4
Services immobiliers	7 080	+10	+0,2	0	+0,0	7 130	0	-0,0	-10	-0,1
Services aux entreprises	75 940	+70	+0,1	-230	-0,3	79 750	-110	-0,1	-930	-1,2
Services aux ménages	41 060	+60	+0,1	-280	-0,7	41 270	+90	+0,2	-280	-0,7
Services non marchands	352 270	-1 040	-0,3	-1 390	-0,4	353 070	-1 070	-0,3	-1 480	-0,4
Ensemble	957 760	-1 210	-0,1	-5 410	-0,6	988 870	-1 140	-0,1	-6 310	-0,6
dont privé						743 000	-590	-0,1	-6 150	-0,8
dont public						245 870	-550	-0,2	-160	-0,1

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

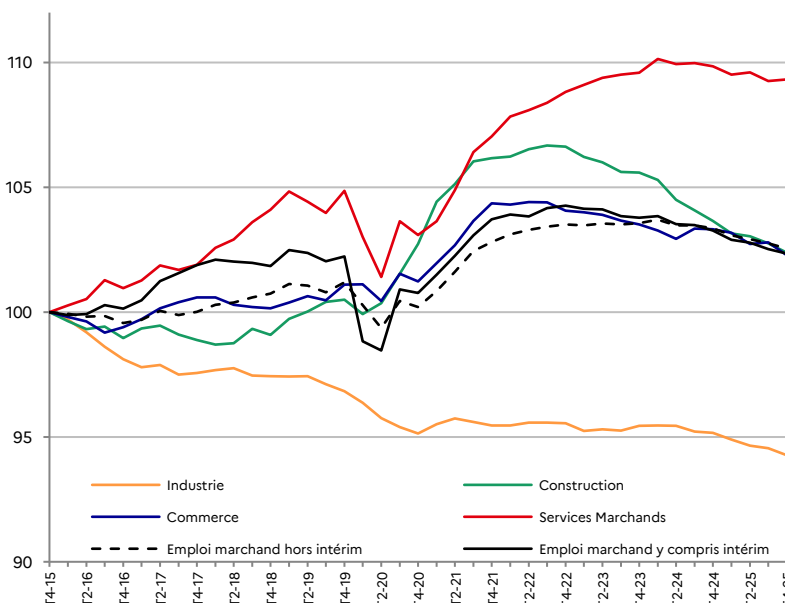
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

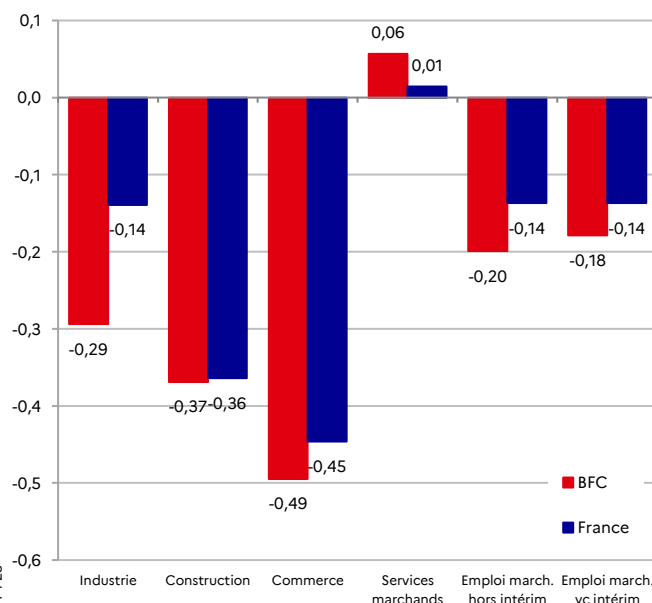
• dans les secteurs d'activité de la région

(base 100 au 31/12/2015)



• dans la région et au niveau national

(entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne -Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2025						
Embauches		8 540	3 314	18 322	147 868	178 044
Répartition en %		4,8	1,9	10,3	83,1	100,0
dont en % :						
	CDD	53,6	50,7	66,7	89,2	84,4
	< 25 ans	34,2	33,4	53,3	24,7	28,2
	25 - 49 ans	47,8	52,1	33,6	47,7	46,4
	50 - 54 ans	6,7	6,1	3,9	8,9	8,2
	55 ans ou plus	10,3	6,5	8,5	18,6	16,9
	Femmes	39,6	12,1	57,6	65,0	62,1
Sorties		9 848	4 735	18 679	152 945	186 207
Répartition en %		5,5	2,7	10,5	85,9	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	37,8	31,2	52,7	85,9	78,6
	dont CDD < 1 mois	43,1	21,5	65,8	88,0	84,7
	Demissions	20,0	24,9	16,9	5,4	7,8
	Licenciements économiques	2,9	2,9	2,1	0,3	0,7
	Licenc. non économiques	11,7	13,8	7,9	2,3	3,7
	Retraite	7,1	4,5	2,4	0,9	1,5
	Ruptures Conventionnelles	6,7	9,0	4,5	1,3	2,1
	< 25 ans	24,2	25,2	45,8	23,4	25,7
	25 - 49 ans	45,2	53,9	37,5	47,8	46,8
	50 - 54 ans	8,3	6,6	4,3	9,0	9,0
	55 ans ou plus	22,2	14,2	12,3	19,8	19,0
	Femmes	38,9	9,3	54,8	64,5	60,7

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

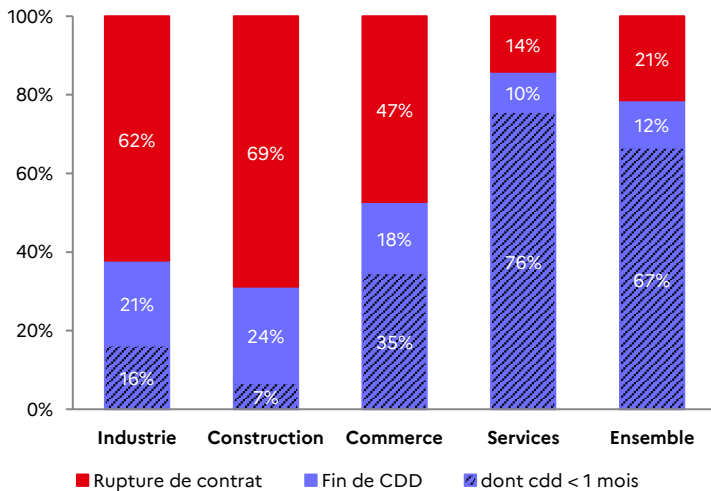
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

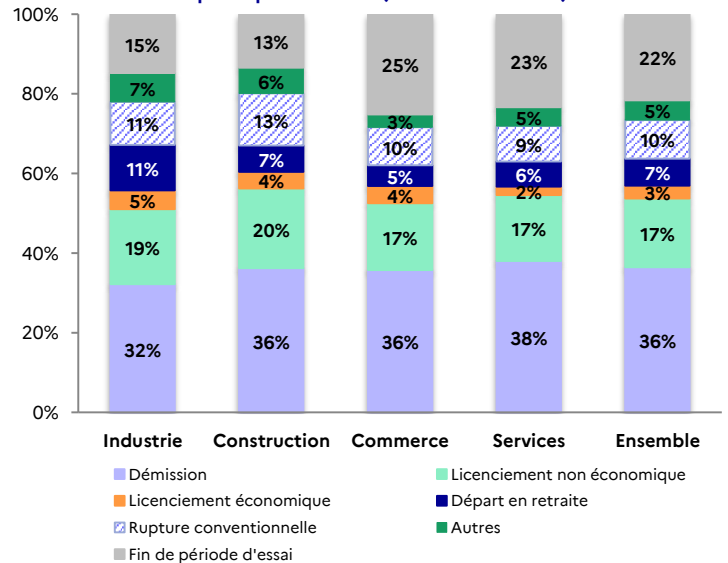
Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 53,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 32 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne -Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		11,4	56,9	13,6	18,0	52,0	29,5
Embauches		50 250	82 553	14 647	30 143	110 477	30 844
dont en % :							
	CDD	82,8	81,7	87,5	92,9	88,0	85,9
Sorties		47 898	87 161	15 655	35 429	113 108	29 260
dont en % :							
	Fins de CDD	78,4	77,1	82,8	80,7	83,9	83,1
	dont CDD < 1 mois	81,4	83,9	87,8	89,6	87,0	85,0
	Demissions	8,0	9,9	5,6	3,4	6,1	6,7
	Licenciements économiques	0,1	0,7	1,5	1,1	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	4,6	3,6	3,7	2,7	2,6	3,2
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,7	1,1	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	3,0	2,1	1,4	1,6	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,9 % ont signé un CDD.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 4 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	130	+14,6	-4,2	0,6	-0,0	150	-11,8	-6,3	1,9	+0,1
Industrie	16 580	+1,0	+1,0	9,1	+0,2	16 160	+0,2	-0,7	2,7	0,0
Construction	4 070	+3,6	-5,8	7,2	-0,3	3 810	+0,5	-5,2	3,1	-0,1
Commerce	2 670	+0,9	+5,4	2,1	+0,1	2 770	0,0	+4,5	1,6	0,0
Services	8 630	-5,6	-6,8	3,5	-0,2	9 050	-3,5	-5,4	1,3	0,0
Ensemble	32 080	-0,5	-1,8	5,0	-0,1	31 940	-0,9	-2,2	2,1	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

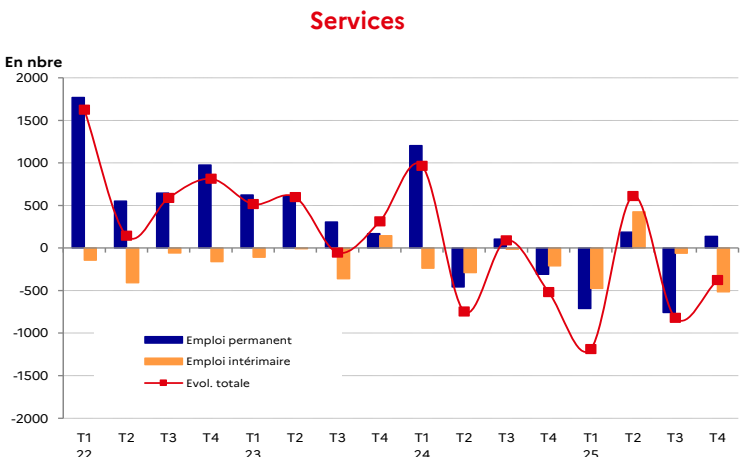
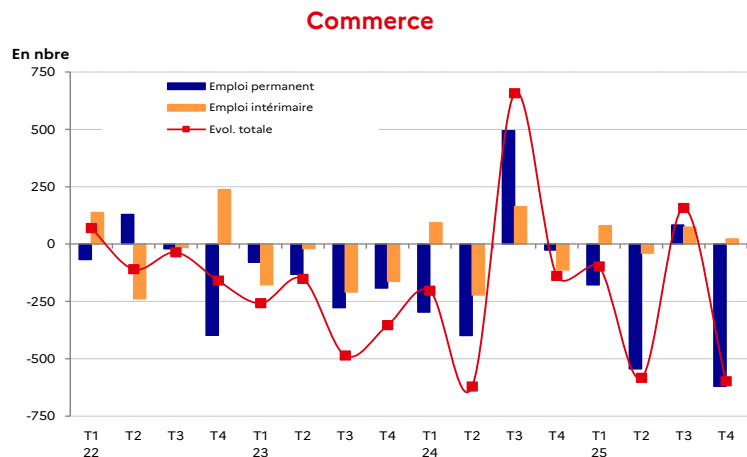
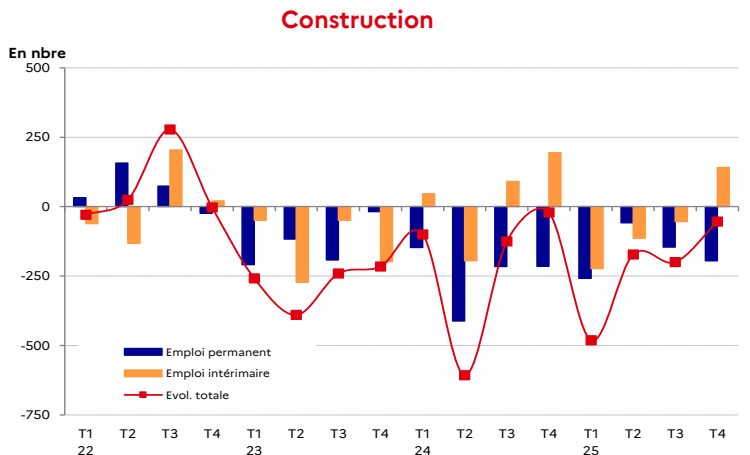
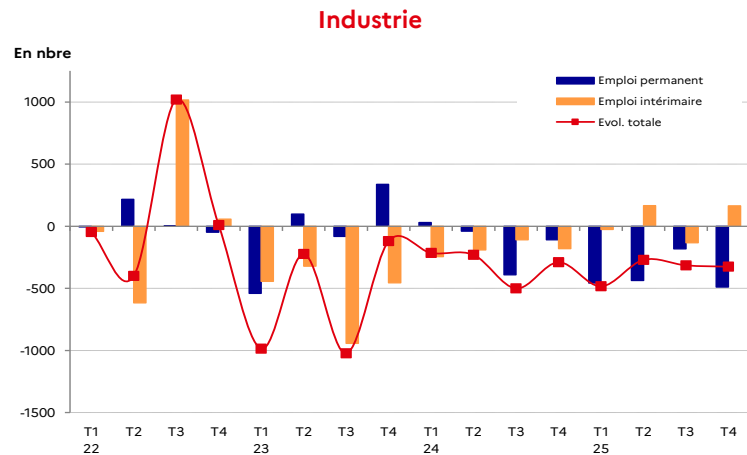
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

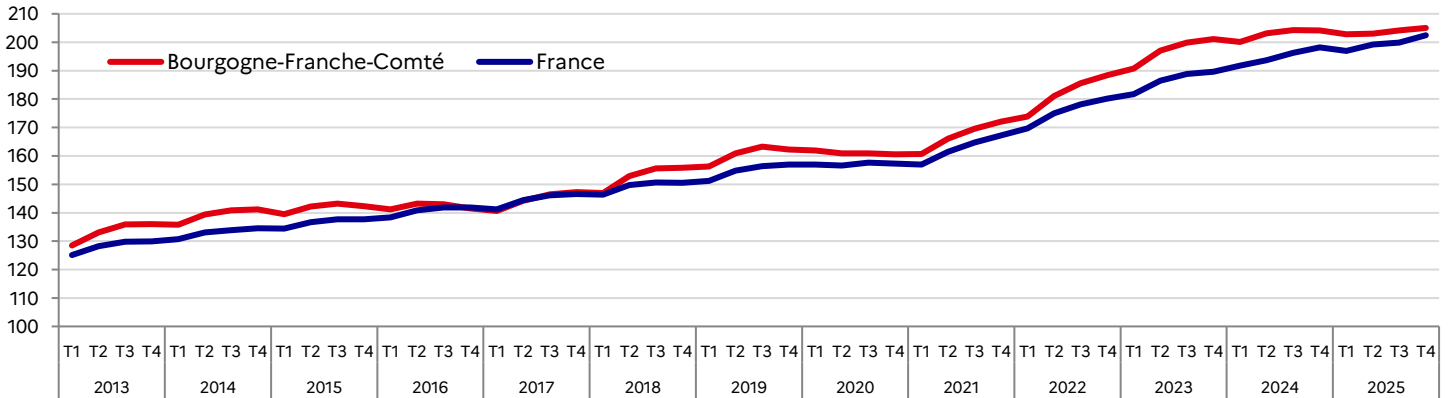
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 140	22,7	+0,3	-1 000	-0,4	247	0,5	-1,2	-7	-2,8
Doubs	230 293	196 750	19,9	-0,4	-1 740	-0,9	34 210	70,8	+0,1	+17	+0,0
Jura	107 034	87 040	8,8	-0,4	-760	-0,9	7 951	16,5	+1,2	+102	+1,3
Nièvre	71 592	63 840	6,5	-0,0	-430	-0,7	27	0,1	0,0	+3	+12,5
Haute-Saône	93 962	67 930	6,9	-0,6	-580	-0,8	815	1,7	+1,0	+23	+2,9
Saône-et-Loire	214 640	191 700	19,4	+0,0	-560	-0,3	250	0,5	-2,3	+7	+2,9
Yonne	128 463	109 310	11,1	-0,4	-570	-0,5	48	0,1	+14,3	+12	+33,3
Territoire de Belfort	55 890	48 170	4,9	+0,0	-680	-1,4	4 786	9,9	+1,1	+53	+1,1
BFC	1 130 545	988 870	100,0	-0,1	-6 310	-0,6	48 334	100,0	+0,4	+210	+0,4

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

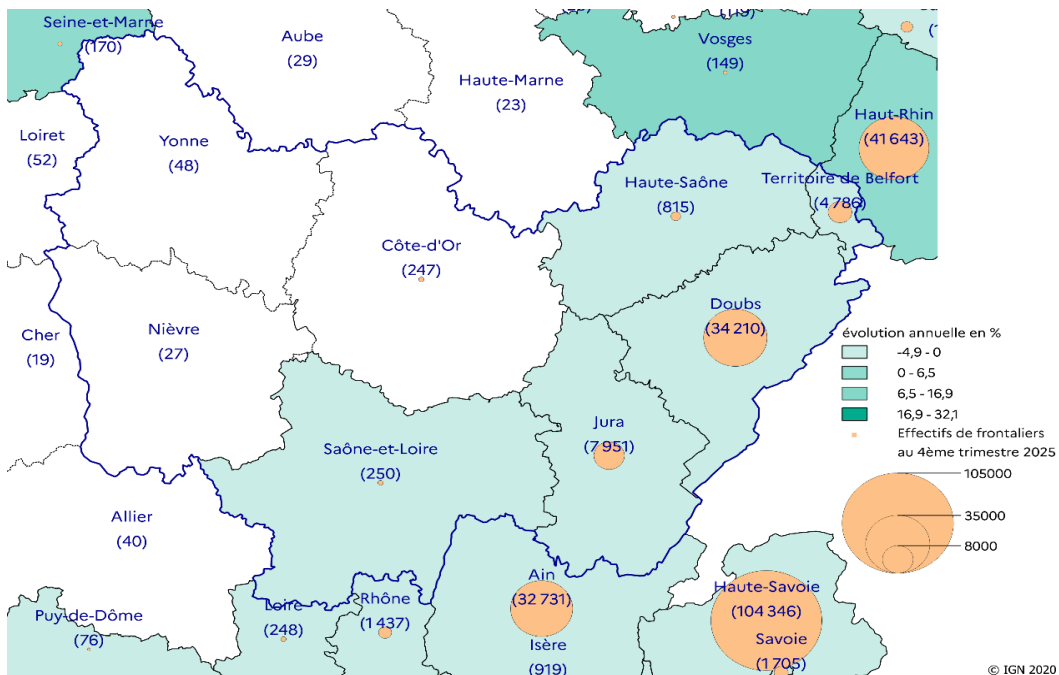
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse est stable dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 210 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2025	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2025)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	10 397	+4,2	39 427	-0,3	9 267	+0,1	1 623	+17,4
Doubs	13 013	+3,0	33 720	+0,2	10 463	+0,3	1 857	+21,1
Jura	3 533	-0,6	15 607	-2,4	5 587	+0,3	647	+21,4
Nièvre	5 703	+0,2	13 833	-1,7	6 597	+0,2	813	+14,0
Haute-Saône	4 027	+0,5	15 257	-1,1	6 097	+0,6	917	+7,0
Saône-et-Loire	9 363	-0,1	37 127	-2,1	12 977	+0,9	1 780	+7,4
Yonne	8 720	+0,2	23 840	+0,5	7 580	-3,6	1 270	+15,5
Territoire de Belfort	4 250	+1,9	9 670	-0,5	2 930	+4,8	683	+11,4
BFC	59 006	+1,5	188 481	-0,8	61 498	+0,1	9 590	+14,3

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

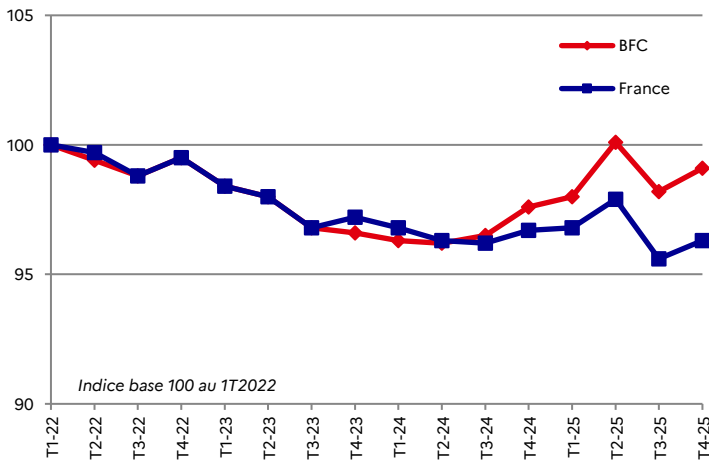
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

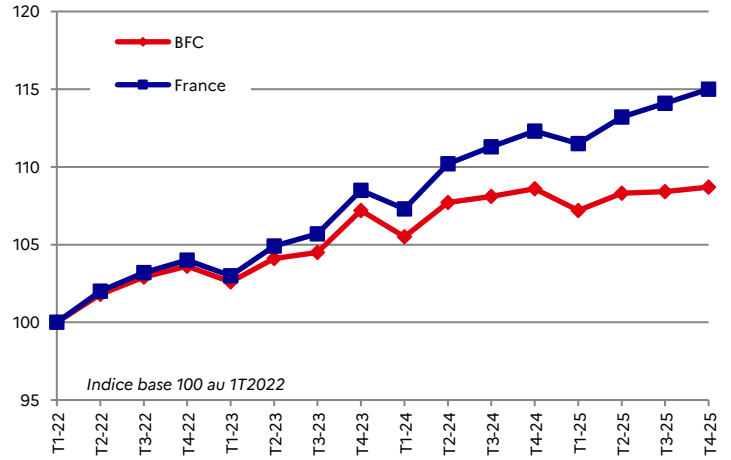
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

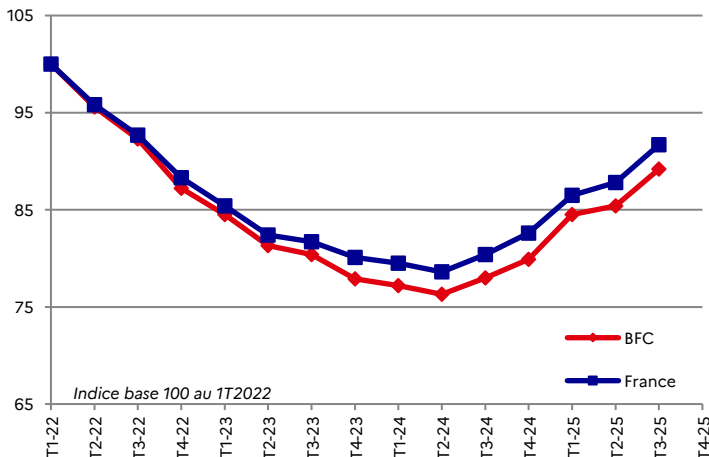
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



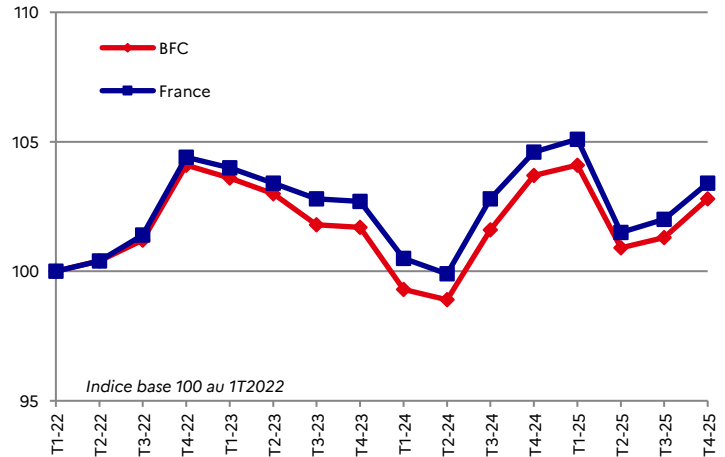
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 1^{er} Trim. 26	19 480	24 780	8 740	6 950	8 750	20 910	13 790	7 420	110 830
Variation (en %) sur 1 Trim.	-2,7	-0,7	-0,8	-4,4	-2,7	-1,4	-0,8	-2,2	-1,7
Variation (en %) sur 1 an	-4,1	-4,1	-2,5	-7,7	-5,3	-4,8	-2,3	-4,7	-4,3
Hommes	10 150	13 320	4 620	3 730	4 630	10 730	7 410	3 970	58 560
Femmes	9 330	11 460	4 120	3 220	4 130	10 180	6 390	3 450	52 280
<25 ans	3 260	3 910	1 500	1 240	1 510	3 480	2 280	1 230	18 410
25-49 ans	11 290	14 660	4 760	3 740	4 720	11 330	7 620	4 280	62 410
>50 ans	4 940	6 210	2 480	1 970	2 520	6 100	3 890	1 910	30 020
DELD (Cat. A, B, C)	17 640	20 010	7 460	5 880	7 720	19 540	11 860	5 800	95 920
Taux de chômage 4 ^{ème} Trim. 25	6,3	7,7	5,8	7,3	7,2	7,0	7,9	9,5	7,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 1^{er} Trim. 26									
Nbre ouvertures procédures	149	102	56	43	50	140	97	27	664
Evolution annuelle (en %)	+22,1	+25,9	-3,4	+2,4	+8,7	+11,1	+42,6	+3,8	+16,7
Trav. Temporaire 4^{ème} Trim. 25									
Effectifs	5 740	6 740	3 020	1 580	3 030	6 640	4 150	1 180	32 080
Evol./trim. précédent (en %)	+0,1	-2,7	+0,1	-0,8	-0,5	+1,7	-1,4	-0,8	-0,5
Activité Partielle 4^{ème} Trim. 25									
Nbre d'heures consommées	35 126	150 227	18 216	26 810	15 390	36 051	15 409	9 943	307 173
Evol./trim. précédent (en nbre)	+20 357	+123 374	-6 637	+15 169	+5 093	+21 813	+5 524	+3 461	+188 155

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et France Travail ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 1^{er} Trim. 26	6	11	11	9	14	9	6	2	68
Cumul 2026	6	11	11	9	14	9	6	2	68
PACEA 1^{er} Trim. 26	656	599	184	229	375	836	376	189	3 444
Cumul 2026	656	599	184	229	375	836	376	189	3 444
IAE 3^{ème} Trim. 25	289	391	173	169	146	397	317	98	1 980
Cumul 2025	880	1 360	688	557	457	1 236	994	345	6 517
Apprentissage 4^{ème} Trim. 25	1 072	981	348	283	306	813	525	241	4 569
Cumul 2025	7 253	6 464	2 547	1 761	1 967	5 391	2 927	1 348	29 658

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-SIA - Tous secteurs au lieu de l'établissement employeur

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

4 ^{ème} Trim. 2025	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	6 830	1 870	1 970	1 290	1 350	4 200	3 320	110	20 960
Evol./trim. Précédent	+12,9	-5,4	-9,1	-2,3	+2,5	+12,5	+1,4	+3,5	+5,0
Industrie :									
Effectif	27 150	37 700	18 910	8 340	15 070	34 650	17 170	6 880	165 870
Evol./trim. Précédent	+0,2	-0,9	-0,3	-0,2	-1,0	+0,1	-0,1	+0,2	-0,3
Construction :									
Effectif	12 550	9 540	5 380	3 110	3 360	11 030	5 610	2 010	52 590
Evol./trim. Précédent	+0,1	-0,6	-0,4	+0,2	+0,5	-0,7	-1,2	-0,1	-0,4
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	177 600	147 640	60 780	51 100	48 140	141 810	83 210	39 160	749 450
Evol./trim. Précédent	-0,1	-0,1	-0,1	+0,1	-0,7	-0,2	-0,4	-0,0	-0,2
Total :									
Effectif	224 140	196 750	87 040	63 840	67 930	191 700	109 310	48 170	988 870
Evol./trim. Précédent	+0,3	-0,4	-0,4	-0,0	-0,6	+0,0	-0,4	+0,0	-0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS